



Solidarité Nouvelle pour le Logement

RÉHABILITATION ET SURÉLÉVATION D'UNE MAISON DE VILLE

10 rue du Docteur Laurent, 75013 Paris

CCTP LOT 7 MENUISERIE INTERIEURE

Dossier DCE | Octobre 2025

Architectes :

fair

fabrique d'architectures innovantes et responsables

22 rue des Taillandiers, 75011 Paris

T: 06 19 31 80 74 E: ivan@fair.archi

Bureau d'étude thermique :

P-tréma

26, rue Edouard Vaillant 93170 Bagnole

T : 06 03 19 33 69 E : contact@ptrema.fr

Bureau d'étude structure :

SYRFRA

18 Bis Rue Henri Barbusse 75005 PARIS

T : 07 78 67 06 87 E : n.badart.syrfra@gmail.com

Sommaire

0. PRESENTATION DU PROJET	2
PRESCRIPTIONS GENERALES - SPECIFICATIONS	3
LOT 7– MENUISERIE INTERIEURE	19
1.1. BLOCS-PORTES INTERIEURS	19
1.2. BLOCS-PORTES TECHNIQUES	20
1.3. BLOC PORTE LOCAL POUBELLE ET LOCAL TECHNIQUE EI 30.....	20
1.4. TABLETTES D'APPUI	21
1.5. PLACARDS DES LOGEMENTS.....	22
1.6. PORTE GAINÉ GTL	22
1.7. PLACARDS SECHOIR LINGE	22
1.8. PLINTHES BOIS.....	23
1.9. PORTES DES GAINES TECHNIQUES COMMUNES	23
1.10. TRAPPES DE VISITE	23
1.11. MEUBLE DE CUISINE.....	24
1.12. ESCALIER INTÉRIEUR QUART-TOURNANT	25
1.13. PARE-DOUCHE :.....	25
1.14. TRINGLE A RIDEAU	25
1.15. MIROIR ET TABLETTE	25
1.16. BAC DE COMPOST COLLECTIF.....	25

0. PRESENTATION DU PROJET

Le projet concerne la réhabilitation lourde et la surélévation d'une maison de ville construite au début du 19^e siècle, au 10 rue du Docteur Laurent dans le 13^e arrondissement.

Il prévoit la création de cinq logements très sociaux qui seront loués à des personnes en difficulté « le temps qu'il faut » pour qu'elles retrouvent une stabilité.

Le Maître d'Ouvrage, L'association Solidarités Nouvelles pour le Logement a pour mission de rendre le logement accessible aux personnes en situation de précarité. Il accompagne chaque ménage jusqu'à l'accès à un logement pérenne. Cet accompagnement est assuré par des bénévoles du quartier et par un travailleur social de l'association.

Les logements d'insertion SNL se caractérisent par plusieurs enjeux :

- La durabilité des matériaux et des équipements. Les logements d'insertion ou « passerelle » connaissent globalement un taux de rotation important, et dans certains cas, une utilisation très intense issue du rapport de certains locataires avec l'entretien courant des logements.
- Le confort que certains choix d'aménagement ou d'équipement peuvent apporter aux locataires.
- Une attention spéciale est portée au coût d'usage. Une partie importante des locataires se trouvent à leur arrivée à SNL dans une situation de grande précarité. Si les bas niveaux du loyer permettent que ceux-ci soient couverts dans sa totalité par les aides au logement, certaines charges locatives ne le sont pas.
- Enfin, la prise en compte des enjeux environnementaux nous amène à privilégier des équipements économes et des matériaux biosourcés autant que possible.

Le bâtiment existant sur rue est composé de 2 niveaux sur un niveau de rez-de-chaussée partiellement enterré et un niveau de comble non habitable. La parcelle, d'une superficie totale de 278m², comprend également un jardin ainsi qu'un atelier d'environ 60 m².

Le projet prévoit aussi la création d'une nouvelle circulation verticale, à l'intérieur ou à l'extérieur du volume bâti existant et la requalification des espaces extérieurs communs. L'atelier situé en fond de parcelle servira de base vie le temps des travaux et sera rénové en bureau. Cette rénovation fait l'objet d'un marché séparé.

Le projet prévoit, en rez-de-chaussée, la création d'un logement à rez-de chaussée d'environ 29 m² (T1). Il sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Aux niveaux 1 et 2, il est prévu la création de deux logements d'environ 55m² (T3)

Aux niveaux 3 et 4, la surélévation de la maison de ville permet d'aménager deux appartements T2 de 40m² environ.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne les travaux du lot 7 MENUISERIE INTERIEURE

Les travaux se décomposent en 10 lots :

- Lot 1 – Gros-Œuvre – démolition – fondations
- Lot 2 – Maçonnerie Cloisons, isolation, enduits plâtre, carrelage
- Lot 3 – Charpente, ossature bois
- Lot 4 – Couverture - bardage
- Lot 5 – Serrurerie métallerie
- Lot 6 – Menuiseries extérieures
- Lot 7 – Menuiserie intérieure
- Lot 8– Peinture
- Lot 9 – Electricité
- Lot 10 – Plomberie Ventilation Chauffage

PRESCRIPTIONS GENERALES - SPECIFICATIONS

0.1. PREAMBULE

L'Entrepreneur devra prévoir dans son offres tous les travaux nécessaires pour assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix de son marché pour raison d'omission ou d'erreur dans les pièces du dossier.

Travaux à prévoir par l'Entreprise :

- Le repérage des emplacements des ouvrages à déposer ou à créer, ainsi que des limites d'intervention.
- La dépose soignée des menuiseries intérieures existantes (portes, placards, habillages, etc.) selon les indications du projet.
- Le tri, stockage et protection des éléments en réemploi, si applicable.
- L'évacuation des éléments déposés non conservés, dans les délais impartis.
- La réalisation des relevés sur site pour validation des dimensions avant fabrication des ouvrages.
- La fabrication, la fourniture et la pose des portes intérieures (pleines, vitrées, techniques, acoustiques, coupe-feu, etc.), selon les plans et prescriptions du CCTP.
- La fourniture et la pose des huisseries, dormants et bâtis adaptés (y compris huisseries métalliques ou bois à sceller, à visser ou à enroulement).
- La pose des blocs-portes complets, y compris tous accessoires de fonctionnement (paumelles, butées, serrures, ferme-portes, poignées, cylindres, etc.).
- La fourniture et la pose des placards, dressings, rayonnages, meubles intégrés ou autres éléments de rangement prévus au marché.
- La fourniture et pose de trappes de visite, grilles de ventilation, plinthes, seuils, habillages, main-courantes, mains courantes bois ou métal, tablettes de fenêtre, etc.
- L'intégration des équipements techniques associés aux ouvrages (aérateurs de portes, dispositifs de contrôle d'accès, signalétique, etc.).
- L'ajustement, les réglages et la vérification du bon fonctionnement de tous les ouvrages.
- La réalisation des finitions : retouches, ponçage, réglages, fixations invisibles, traitement des surfaces si prévu au marché.
- La protection soignée de tous les ouvrages posés pendant la durée du chantier.
- La coordination avec les autres corps d'état (cloisons, électricité, sol, peinture, etc.) pour les réservations, incorporations ou finitions conjointes.
- Le nettoyage en cours de chantier et le nettoyage final de l'ensemble des ouvrages de menuiserie intérieure.
- L'ensemble des ouvrages décrits au présent C.C.T.P.
- Cette liste n'est pas limitative.

0.2. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et plus particulièrement en conformité avec la réglementation administrative et les documents techniques en vigueur, 10 (dix) jours avant la remise des offres.

Les documents suivants seront tout particulièrement respectés :

- D.T.U. en vigueur à la date de la consultation et Cahier des Charges et des Clauses spéciales (C.C.C.S.) propres aux ouvrages du présent lot.
- Normes Françaises et Européennes homologuées (NF)
- Agréments et avis techniques du C.S.T.B.
- Lois et textes relatifs à la protection des bâtiments recevant du public contre les risques de panique et d'incendie
- Accessibilité des personnes handicapées à mobilité réduite aux établissements recevant du public
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie
- Code de la Construction - Articles R 123.1 à R 123.55 (protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public)

- Code du Travail (Titre 3 : hygiène, sécurité et conditions de travail) et décret du 14 novembre 1988.
- Réglementation spécifique au bâtiment. Ces réglementations sont à prendre en compte et à appliquer en fonction du présent marché.

0.3. PROTECTIONS

PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de ses ouvrages. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée afin d'éviter tous risques de détérioration. Elle veillera à ne pas endommager les ouvrages conservés.

Tout ouvrage détérioré avant réception des travaux sera remplacé aux frais de l'entreprise.

NB : Les étalements, butons et blindages mis en place pour assurer la sécurisation du site devront rester le temps nécessaire au-delà de la durée des travaux de curage, jusqu'aux travaux de réhabilitation.

PROTECTION ELECTRIQUE

L'entreprise du présent lot devra s'assurer de la consignation des équipements électriques.

PROTECTION DES BOIS MIS EN OEUVRE

L'ensemble des bois mis en œuvre sera protégé par un traitement anti-termite.

0.4. PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

Seront joints obligatoirement les documents suivants :

DOCUMENTS A FOURNIR A L'EXECUTION

- Les notes de calcul et plans d'exécution à la charge des entreprises.
- Les plans d'atelier de fabrication et notes de calcul y afférent, à remettre à l'Architecte dans les délais prescrits.
- Les plans doivent obligatoirement avoir reçu l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution

0.5. MITOYENS ET BATI EXISTANT

L'entreprise prendra toutes précautions pour conserver en état les ouvrages rencontrés lors son intervention et conservés pour la suite du projet.

0.6. IMPLANTATION DU CHANTIER

L'implantation générale du chantier est assurée par le présent lot. Le présent lot a en charge la vérification de l'implantation de l'ensemble de ses ouvrages. Aucun report de responsabilité ne sera donc accepté sur ce point.

0.7. SONDAGE

En fonction des sondages déjà exécutés sur le site et après l'avis du Bureau de Contrôle, l'entreprise s'assurera que ses travaux n'entraînent pas de dégâts complémentaires.

Elle pourra donc réaliser des sondages ciblés en vue de parfaire ses travaux

0.8. NOTE DE CALCUL - PLANS D'EXECUTION

L'entreprise doit les études spécifiques, les calculs et les études d'exécution de ses ouvrages.

0.9. ECHAFAUDAGES

Les échafaudages principaux pour la rénovation de l'enveloppe et la surélévation sont prévu au lot charpente.

Le prix des échafaudages complémentaires nécessaires à l'exécution des différents ouvrages du présent lot est implicitement compris dans le prix des dits ouvrages.
Tous les échafaudages sont dus sans limite de hauteur

0.10. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Le terrain et ses sujétions propres,
- Les contraintes relatives aux constructions voisines,
- Les modalités d'accès par les voies existantes,
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public- les règlements particuliers liés aux aménagements du quartier établis par le gestionnaire des terrains.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance des CCTP de l'ensemble des lots.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession, ou bien fassent l'objet d'une demande de supplément de prix. Toutes modifications en cours de chantier pour quelque raison que ce soit seront prises en charge par l'entreprise.

RESPONSABILITE

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées :

- sur les bâtiments voisins
- sur les propriétés voisines
- sur la voie publique.

Elle devra les réparations, réfections et remises en état qui s'imposent. Ces réparations seront réalisées par des entreprises spécialisées, les frais étant supportés par l'entreprise du présent lot.

Il reste bien entendu que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

SECURITE

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité et notamment :

- Mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique, de la voie privée, des accès : échafaudages, auvent, parapluie, platelage pour protection des passants et des véhicules.
- Mise en place, pour toutes interventions lourde sur la voie publique, d'un homme de trafic.
- Déchargement et Chargement des camions sur la voie publique proscrit sur longue durée, sauf autorisations obtenues.
- Prévoir, pendant toute la durée des travaux, un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.

NUISANCES

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

0.10.1. TYPE DE MARCHE DE TRAVAUX :

LOT TRAITE GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

0.10.2. DEVOLUTION DES TRAVAUX

Le marché de travaux sera dévolu sous le régime de lots séparés.

0.10.3. PRIX DU MARCHÉ

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels et l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et interentreprises, qui ne saurait être modifiés pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans. Il comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- La participation à la cellule de synthèse (réunion hebdomadaire séparée de la réunion de chantier)
- si l'opération comporte plusieurs Lots, la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- si l'opération comporte plusieurs Lots, la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - o le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, et, ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ,
 - o les nettoyages du chantier, en cours et en fin de travaux ,
 - o le ramassage et la sortie des déchets et emballages ,
 - o le tri sélectif des emballages et déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur .
- la notice d'entretien, s'il y a lieu .

0.10.4. COMPTE PRORATA

L'entreprise titulaire du présent devra participer aux dépenses communes intégrées dans le compte prorata. Il sera retenu la définition donnée aux dépenses communes par la norme NF P03-001.

Le compte prorata est tenu l'entrepreneur du lot principal ou par l'entrepreneur qui lui serait substitué par décision du comité de contrôle.

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par la personne chargée de la tenue du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

0.10.5. COORDINATION DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état. Toutes les sujétions d'exécution entraînées par cette co-activité, en cours de réalisation, sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

L'entrepreneur s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

0.10.6. OBLIGATION DE RESULTAT

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents, leurs annexes et dans les plans.

Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur.

Les plans joints au dossier DCE représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles.

Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution.

Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

Il est rappelé que l'entrepreneur des présents travaux n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les insuffisances, omissions, manques de compatibilités ou autres qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

0.10.7. NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier l'entreprise doit la collecte et l'évacuation de tous les déchets générés par son activité (voir article "GESTION ET TRI DES DECHETS" du CCTC) et le nettoyage quotidien de ses espaces de travail. Le nettoyage est réalisé à la fin de l'intervention de chaque équipe, et au moins une fois par jour. Il comprend l'élimination des poussières, salissures, projections et tâches de l'ensemble des surfaces (sols, murs, plafonds) des volumes dans lesquels les équipes sont intervenues.

Ce nettoyage est réalisé à l'avancement des travaux, par zone, niveau ou local selon les cas, ou sur simple demande du Maître d'œuvre.

Si l'Entreprise ne remplit pas ses obligations de nettoyage, le Maître d'œuvre fera intervenir une entreprise de nettoyage, 24 heures après mise en demeure par simple courriel ou télécopie. Les frais occasionnés seront à la charge de l'entreprise mise en cause.

0.10.8. MARQUES ET ECHANTILLONS

Il est bien spécifié que les références données au présent devis et comportant les indications du fabricant ne sont pas impératives, en ce sens que les entrepreneurs ont la faculté de proposer des produits ou objets manufacturés de qualité équivalente. Dans tous les cas, les produits ou objets proposés par l'entrepreneur ne devront entraîner aucune modification du projet, tant architectural que technique.

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Oeuvre de s'assurer, d'une part de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part de la qualité des ouvrages, l'entrepreneur sera tenu de présenter tous les échantillons de toute nature et tous les prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle, les frais afférents à la réalisation de ces échantillons sont à la charge de l'entrepreneur.

Cependant, le Maître de l'Ouvrage et l'équipe de Maîtrise d'oeuvre conservent l'entière liberté d'imposer les produits et objets spécifiés aux devis, si ceux-ci leur paraissent préférables pour quelque raison que ce soit, de qualité ou de caractéristiques. Il est expressément convenu qu'une telle décision ne peut donner droit à aucune plus-value.

0.10.9. ECHAFAUDAGES ET LEVAGES

L'entrepreneur devra tous les échafaudages et moyens d'accès nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris tous les dispositifs de sécurité complémentaires.

Il devra tous les moyens de levage, monte matériaux/matériels nécessaires aux travaux.

0.10.10. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

DOCUMENTS NORMATIFS :

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la

protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur. Pour tous les documents énoncés ci-après, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler à la Maîtrise d'Œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, devis descriptifs, etc.). Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou une ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

Le code de l'Urbanisme

- Le code de la construction et de l'habitation
- Les Règles de l'Art
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, Les règles des D.T.U.- Les Règles Professionnelles
- Eventuellement les ATEC, ATX ou ETN
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA)
- La Réglementation Thermique
- Documents techniques COPREC
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction- Le code du travail
- Le code général des collectivités territoriales
- Le code de l'environnement
- Les règlements de sécurité
- Les réglementations incendie
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées- La note de sécurité
- Les prescriptions de la santé publique
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville du lieu des travaux
- Les avis des Bâtiments De France
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics (et CCAP) * Le résultat de la campagne de sol
- Les remarques du permis de démolir
- Les attendus du permis de construire
- La note de sécurité
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir

0.10.11. DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE

DOSSIER D'EXECUTION :

Contenu du dossier d'exécution.

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution,
- Les plans de chantier,
- Les notes de calculs,
- Les procédures de fabrication, de montage,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.
- Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution.

Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents.

Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

Visa du dossier d'exécution.

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

Notes de calculs.

L'Entrepreneur établit une note de calculs complète et cohérente pour la justification de l'ensemble de ses ouvrages, sur la base de la modélisation unique et de toutes les modélisations complémentaires requises. L'Entrepreneur effectue la justification de l'ensemble de l'ouvrage, notamment :

- Le dimensionnement de tous éléments ;
- Le dimensionnement de tous assemblages et détails ;

L'Entrepreneur effectue en outre l'ensemble des analyses des phases de montage.

L'Entrepreneur modifie, à sa charge, les points de la note de calculs qui font l'objet d'une objection de la part de la Maîtrise d'Œuvre (objection d'ordre technique ou pour non-respect de l'esprit de la conception initiale).

0.10.12. PROTECTION DES MATERIAUX ET DES OUVRAGES

PROTECTION DES OUVRAGES

L'Entreprise est responsable de la conservation de ses ouvrages, pendant toute la durée des travaux, jusqu'à la réception.

Tous les ouvrages doivent être livrés en parfait état d'achèvement, de finition et de propreté.

Tout ouvrage détérioré avant réception des travaux sera remplacé aux frais de l'entreprise titulaire du marché.

De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, les ouvrages doivent recevoir toute protection adéquate sous la responsabilité de l'entreprise concernée.

Les matériaux de protection (cartonnages, films plastiques, ...) sont enlevés en fin de chantier par l'entreprise et évacués dans les bennes de tri des déchets de chantier.

D'une manière générale, les protections sont déposées et évacuées immédiatement avant la réception des ouvrages.

Les films plastiques sont enlevés suivant les prescriptions du fabricant et avant que les agents climatiques ne rendent leur élimination difficile.

L'Entreprise est également tenue de se garantir contre tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne lui sera alloué aucune indemnité.

Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompages, etc.

PROTECTION DES OUVRAGES ADJACENTS

Avant le début de ses travaux, l'Entreprise doit la mise en place de protections efficaces sur tous les ouvrages adjacents qui risquent d'être détériorés.

Elle prendra donc toutes les mesures préalables pour éviter les dégâts prévisibles.

En particulier, elle devra être munie d'une assurance concernant les dégâts qu'elle pourrait infliger par inadvertance aux ouvrages d'autres corps d'état, dans le cadre ou non du compte prorata, sous l'arbitrage du Maître d'œuvre.

L'Entreprise est tenue de remettre en état, ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf recours éventuels contre tout tiers responsable. En toute hypothèse, le Maître d'Ouvrage demeure complètement étranger à toute contestation ou répartitions des dépenses. En cas de nécessité, l'arbitrage final est de la responsabilité du Maître d'œuvre.

Les protections sont déposées et évacuées avant la réception des ouvrages.

STOCKAGE

L'Entreprise approvisionnera son chantier au fur et à mesure de son avancement afin d'éviter tout stockage. En cas de nécessité, les ouvrages qui doivent être stockés sur le chantier le seront dans un endroit à définir avec le Maître d'œuvre.

Cet endroit est à l'abri des intempéries, il doit être parfaitement sec et bien ventilé.

Le stockage est réalisé de façon à éviter toute déformation des ouvrages (voilage des cadres, cintrage des portes, etc.) ou autres dégradations (chocs, rayures, arêtes épauffrées, etc.).

L'Entreprise tiendra compte du lieu de stockage en fonction de la surcharge occasionnée par celui-ci.

0.10.13. **RECEPTION DES SUPPORTS**

L'entrepreneur est tenu de réceptionner, avant tout commencement des travaux, l'état des surfaces du pose qui lui sont données, sans remarque justifiée de sa part, consignée dans le rapport du chantier et formulée par écrit au Maître d'Œuvre, il est censé avoir accepté les supports qui lui seront livrés et ne pourrait par la suite prétexter des défauts de planéité ou de mauvaise qualité de ces derniers dans le cas où l'état des supports ne serait pas satisfaisant.

Du seul fait d'entreprendre ses travaux, l'entrepreneur fait son affaire de l'état des fonds et demeure seul responsable de la tenue et de l'aspect définitif. Ultérieurement, aucune réserve n'est admise.

0.10.14. **SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A LA SANTE

L'Entreprise respecte les diverses réglementations relatives à la sécurité et à la protection de la santé, notamment le Code du Travail.

Cette opération est soumise à un Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs (P.G.C.S.P.S.) et à la fourniture par les entreprises d'un Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs (P.P.S.P.S.). (Loi n°93.14.18 du 31 décembre 1993.)

L'Entreprise est tenue d'établir un plan d'hygiène et de sécurité en y intégrant ceux de leurs sous-traitants ou cotraitants éventuels. Ce ou ces plans devront préciser les mesures prévues pour assurer la sécurité du personnel de chantier :

- Indiquer les consignes à observer pour assurer les premiers secours, le nombre de personnes ayant reçu l'instruction nécessaire à donner les premiers secours et les mesures prises pour garantir le transport d'un blessé dans un établissement hospitalier.
- Comporter les mesures prises pour l'hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel.
- Fournir l'effectif des salariés de l'entreprise (et sous-traitants) prévu sur le chantier et désigner son représentant.
- Analyser de façon détaillée les procédés de construction pour la mise en œuvre du personnel.
- Définir les risques prévisibles de ces modes opératoires.

L'Entreprise prend en comptes les dispositions générales de l'Inspection du Travail ainsi que les dispositions décrites dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.). Ces dispositions sont incluses dans l'offre de l'entreprise et ne donnent lieu à aucune demande supplémentaire. Le P.G.C.S.P.S est fourni par le coordinateur S.P.S. et est joint au dossier de consultation.

SECURITE DE CHANTIER

L'Entreprise doit se prémunir par le biais d'assurances appropriées, contre la responsabilité leur incombant par suite de vol, d'accident, d'incendie, dont leur personnel ou leurs installations peuvent être la cause directe ou indirecte.

Avant d'entreprendre les travaux par points chauds (soudure, etc.), l'entreprise doit obtenir un permis de "feu" signé du maître d'œuvre. Elle s'engage à se conformer en tous points aux obligations de protection contre l'incendie, qui lui sont imposées. Les opérations nécessitant l'emploi d'un chalumeau ne peuvent avoir lieu que le matin dont l'après-midi n'est pas chômé.

Dans quelque partie de l'édifice que ce soit, l'interdiction de fumer est absolue.

Vis à vis de la sécurité incendie, toutes les dispositions utiles sont prises afin d'éviter tout risque de sinistre, tant lors de la construction des bâtiments neufs que lors de la rénovation des bâtiments existants.

L'Entreprise doit prévoir dans son offre tous les échafaudages et platelages de travail nécessaires.

La prestation comprendra l'approvisionnement du matériel, le montage, la manutention pendant les travaux et le repliement en fin d'intervention.

Les échafaudages utilisés répondent aux normes de sécurité. La manutention et le déplacement de ces derniers se font avec le plus grand soin afin de ne pas endommager les ouvrages en place.

L'entreprise doit l'installation, le déplacement, la maintenance, le contrôle et le repli de l'ensemble des protections collectives, et comprend notamment :

- les garde-corps de sécurité ;
- les filets de sécurité ;
- la signalisation de sécurité ;

- les moyens d'accès collectifs (escalier, passerelle) ;
- les protections sont laissées à demeure pour les autres corps d'état autant que de nécessaire.

0.10.15. LUTTE CONTRE LE BRUIT ET LES POLLUTIONS

LUTTE CONTRE LE BRUIT

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux sont manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion n'est toléré. Le matériel roulant doit être équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier sont conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui réglemente les émissions sonores des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles, pour ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des nuisances causées aux riverains passe par une réduction des bruits générés aux alentours ; ce niveau de bruit ne doit pas excéder 85dB (A).

Les entreprises doivent notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le Maître d'Ouvrage / Maître d'œuvre, afin de limiter les nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins.

LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités ; il doit veiller :

- Au choix de matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités (ex :huiles de décoffrage végétales...)
- A l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots
- A l'imperméabilisation des zones de stockage qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement et à la collecte des effluents
- A la mise en place d'aires de lavage des engins

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) doit être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier...

0.10.16. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre d'une démarche de protection de l'environnement, les points suivants sont à préciser impérativement sous forme de description, avis technique et schéma selon les différentes rubriques :

- Qualité environnementale des matériaux : fournir les FDES (fiche de déclaration environnementale et sécurités) des matériaux proposés, à défaut fournir les caractéristiques de sécurités des produits.
- Qualité technique des produits, techniques et matériaux : fournir les avis techniques des procédés correspondant à minima aux exigences figurant aux CCTP.

L'entreprise devra fournir toutes précisions et détails complémentaires à la bonne compréhension de l'offre, et l'ensemble des remarques utiles permettant de la fiabiliser totalement sur le plan qualitatif et quantitatif.

0.10.17. GESTION DES DECHETS

L'entreprise détaillera les moyens techniques qu'elles proposent afin de réduire la production de déchets.

L'entreprise aura également l'obligation :

- Envers l'entreprise mandataire de la gestion des déchets (selon CCTC) de lui fournir toutes les informations nécessaires à la mise en place de la gestion des déchets [dans le cadre d'un compte interentreprise, vous pouvez préciser que « Lors de la phase de préparation de chantier : la fourniture au mandataire de l'estimation de la nature et de la quantité de chaque déchet produit lors de cette opération »)],
- Sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchet propres à l'opération,
- De maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge,

- De trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets. » « Sur le chantier, il est strictement interdit de :
- Brûler les déchets, Y d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- De recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- De déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement. »

0.10.18. PROTOTYPE ET TEMOINS

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Œuvre de s'assurer, d'une part de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part de la qualité des ouvrages, l'entrepreneur sera tenu de présenter tous les prototypes et témoins, jugés nécessaires, les frais afférents à la réalisation de ces éléments sont à la charge de l'entrepreneur. Cependant, le Maître de l'Ouvrage et l'équipe de Maîtrise d'œuvre conservent l'entière liberté d'imposer les produits et objets spécifiés aux devis, si ceux-ci leur paraissent préférables pour quelque raison que ce soit, de qualité ou de caractéristiques. Il est expressément convenu qu'une telle décision ne peut donner droit à aucune plus-value.

0.11. QUALITE DES BOIS MIS EN ŒUVRE

Certification bois

Utilisation de produits bois bénéficiant d'une attestation PEFC ou FSC, attestant un approvisionnement dans des forêts gérées durablement, pour au moins un élément suivant : ossature bois (charpente comprise), menuiseries, isolants, système constructif isolant.

Faible émission de composés organiques volatils (COV) - niveau 3

La totalité des produits de construction et de décoration destinés à un usage intérieur, et entrant dans le champ d'application du décret du 23 mars 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, doivent être classés A ou A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

Une liste indicative des produits concernés est disponible à l'adresse : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/dgaln_liste_indicative_etiquetage_cov_janvier_2016.pdf

Qualité de l'air et performance environnementale des matériaux

L'ensemble des produits (destinés à un usage intérieur) parmi les peintures, les revêtements de sols durs et sols à base de bois bénéficie d'un Ecolabel européen.

Ossature bois :

Les bois employés seront de classe mécanique C24 minimum selon EN 338 et seront de préférence naturellement résistants ou traités :

- Ignifugation sur prescription,
- Traitement insecticide, fongicide et anticryptogamique suivant norme NF X 40.500.

Bois massif :

Ils seront conformes aux prescriptions des normes NF, et seront soumis à un traitement de préservation selon leur traitement.

Tous les bois destinés à rester apparents seront soigneusement rabotés.

Aucune dissimulation de défaut par emploi de "pâte" à bois ne sera admise.

Panneaux OSB :

Les panneaux OSB seront conformes la norme NF EN 300.

Ces panneaux sont constitués de grandes lamelles orientées et liées entre elles par un collage organique.

La classe d'emploi et les épaisseurs des panneaux seront à spécifier dans les plans de détail d'exécution des ouvrages.

L'entreprise veillera à protéger les chants contre les reprises d'eau (surtout s'ils sont pris en feuillure) et à drainer et ventiler les chants des panneaux (feuillures ou rainures à drainage, rapide si possible).

Panneaux de contreplaqués :

Les panneaux de contreplaqué et lambris seront conformes la norme NF EN 636.

Les panneaux auront leur face formée d'un seul placage, droit fil bien déroulé, sans défaut appréciable, sans pastilles bouche nœuds, ni fente réparée.

La qualité de collage correspondra impérativement à la classe d'emploi du panneau.

Les contreplaqués destinés à un usage extérieur seront de qualité CTBX. Les épaisseurs seront à spécifier par l'entreprise dans les plans de détail d'exécution des ouvrages.

L'entreprise veillera à protéger les chants contre les reprises d'eau (surtout s'ils sont pris en feuillure) et à drainer et ventiler les chants des panneaux (feuillures ou rainures à drainage, rapide si possible).

Panneaux de parement intérieur bois :

Ces panneaux sont essentiellement des panneaux à base de bois, placage, panneau contreplaqué ou latté, panneau de particules, panneaux de fibres, revêtus d'un placage de bois ou d'un élément de décor bois :

- o Panneaux décoratifs plaqués bois.
- o Plaques de stratifié décoratif haute pression.
- o Panneaux mélaminés et les Panneaux revêtus stratifiés
- o Eléments panneautés massifs constitués d'éléments de bois massifs lamellés collés, avec une colle de type 1 (selon EN 301).

La plupart des panneaux à base de bois, Contreplaqué, OSB, MDF en particulier peuvent être utilisés en parement intérieur, sous réserve de recevoir une finition appropriée.

La norme NF B 54-201 « Panneaux décoratifs plaqués bois - Aspect des faces » précise les tolérances de singularités des placages. Les faces ne doivent pas présenter de gerce, tâche, trou, fente ou pastille.

La norme NF B 54-202 définit les spécifications des panneaux décoratifs plaqués Bois.

La norme NF EN 438-1 définit les spécifications des stratifiés décoratifs haute pression.

La norme NF B 54-113 définit les spécifications des panneaux de particules surfacés mélaminés.

Colles :

Les colles seront de première qualité et devront avoir reçu l'agrément du CSTB.

Tous les panneaux mis en œuvre seront de classe d'émissions E1 concernant la teneur en formaldéhyde.

Pour les ouvrages non normalisés de menuiseries, mentionnés au présent C.C.T.P. sans référence aux Normes Françaises, les sections, profils et assemblages seront conformes aux plans de détails d'exécution établis par le Maître d'Œuvre.

0.12. PRECONISATIONS ENVIRONNEMENTALES

▪ Origine des bois

Les bois utilisés devront justifier de leur origine d'une exploitation durablement gérée (avec reconstitution de la ressource), par la fourniture d'un label (FSC, PEFC ou autre).

▪ Traitement préventif des bois

Seront préférées les essences naturellement durables pour la classe de risque. La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) devra être adapté à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335)

A défaut, les produits de traitement préventif des bois devront être strictement adaptés (sans excès) à la classe de risque et les procédés les moins nocifs pour l'environnement seront préférés. Les produits à base de créosotes et PCP ne sont pas autorisés. Les traitements à base de CCA sont interdits. Dans le choix des traitements des bois, les produits certifiés CTB P+ seront exigés et devront être conforme à la directive 98/8/CE.

▪ Panneaux de bois de fibres ou de particules

Sont privilégiés :

- les produits à base de panneaux HDF
- les produits qui comportent la plus grande quantité de matières premières renouvelables (bois) ou recyclées (fibres de cellulose recyclées)
- les produits qui limitent les quantités de résines et justifient de la qualité environnementale des résines utilisées

Sont exigés des produits qui assurent la garantie de renouvellement de la ressource par la production d'un label (FSC, PEFC ou équivalent) certifiant que les bois proviennent d'une exploitation durablement gérée.

Les panneaux de fibres et de particules devront justifier de la classe E1 selon la norme NF EN 13986 et testés en fabrication selon la norme NF EN 717-1 définissant l'émission en formaldéhyde du panneau

▪ Panneaux de contreplaqués

Sont exigés des produits qui assurent la garantie de renouvellement de la ressource par la production d'un label (FSC, PEFC ou équivalent) certifiant que les bois proviennent d'une exploitation durablement gérée.

Les panneaux de contreplaqué devront justifier de la classe A selon la norme NF EN 1084

▪ Colles à bois

Préférer les colles d'acétate polyvinylique solubles dans l'eau (colle PVAC). A défaut, choisir des produits en phase aqueuse possédant moins de 5% de solvants organiques

Les colles à base d'urée formaldéhyde sont à éviter.

▪ Etiquetage des produits sur les émissions de polluants volatils

Sont exigés des produits justifiant une étiquette A+ selon l'arrêté du 19 avril 2011, relatif aux émissions de polluants volatils. Les rapports d'essais devront être transmis

▪ Peintures

Sont exigés, à minima, les peintures, lasures ou vernis bénéficiant des marques NF Environnement, Ange Bleu, Eco-label européen ou de toute autre marque environnementale équivalente.

Sont exigés des alkydes en émulsions en phase aqueuse. A défaut, préférer des produits hydrodiluables en phase aqueuse.

Sont interdits, même labellisés

- les produits comportant plus de 2.5 % de solvant organique et/ou une concentration en COV (composés organiques volatils) supérieure à 15 g/l de produit.
- les produits contenant des pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome ...).
- les produits contenant les éthers de glycol classés reprotoxiques de classe II

L'usage du cadmium est prohibé par la réglementation européenne dans les applications suivantes:

- Equipements électriques et électroniques, à partir du 1er juillet 2006 ;
- Coloration et stabilisation de certains produits finis fabriqués au départ de diverses substances et préparations (dont le PVC) ;
- Traitement de surface de produits métalliques utilisés pour certaines applications.

1.6 QUINCAILLERIE

Tous les travaux de quincaillerie sont inclus au présent lot.

- L'ensemble des fournitures sera de première qualité, estampillé S.N.F.Q. ou S.N.F.Q.N.F. (Référence Syndicat National des Fabricants de Quincaillerie).

- Le devis descriptif de base donne les types de quincaillerie exigés. Au cas où la force des ferrages prévus : paumelles, charnières, crémones, etc. ne correspondrait pas à l'usage demandé, l'entrepreneur devra modifier et ce, sans aucune plus-value, les dimensions ou forces desdits ferrages.
En tout état de cause, l'effort à fournir pour ouvrir une porte ne sera jamais supérieur ou égal à 50 N.
La porte du local chaufferie devra être munie d'une barre anti-panique.

Les portes des sanitaires PMR recevront un dispositif permettant de refermer la porte une fois entré.

1.7 VITRERIE

Les matériaux utilisés, éléments et ensembles, ainsi que les conditions de pose devront répondre aux qualités fixées par les organismes de normalisation et seront conformes aux prescriptions du R.E.E.F. chaque fois qu'une dérogation ne sera pas apportée au cours des désignations qui suivent.

Les prescriptions techniques comportent références aux documents du R.E.E.F. sous les abréviations DT : Documents Techniques et NF : Normes Françaises.

LISTE DES D.T.U.

- D.T.U. 39 (P78-201) : Travaux de miroiterie-vitrerie.

NORMES FRANCAISES

- NF B 32 et suivantes concernant les verres plans
- NF P 78.101 - Miroiterie, garniture d'étanchéité et produit annexe - Vocabulaire
- NF P 78.301 - 303 - 304 - 305,

Spécifications de l'Office Technique des Matériaux Verriers "TECMAVER"

REGLES PROFESSIONNELLES :

- S 14 592 : Verrières, vérandas, oriels.
- S 15 744 : Vitrages isolants.

MISE EN OEUVRE

PRECAUTIONS A PRENDRE CONCERNANT LES TRAVAUX DE PEINTURE

Avant de commencer la pose, l'entrepreneur du présent lot doit s'assurer que :

- les ouvrages préalables de peinture sur les feuillures, parcloses, etc. ont bien été exécutés,
- le délai nécessaire au séchage des peintures employées est bien écoulé.

JEUX A RESERVER - PARTICULARITE DE COUPE

Afin qu'ils ne puissent être bridés et par la suite brisés, les volumes auront des dimensions calculées pour obtenir en feuillures et suivant largeur ou longueur, des jeux suffisants.

Ces jeux qui seront proportionnés aux volumes, auront de 5 à 8 mm au minimum.

CALAGE

Le calage sera effectué obligatoirement par des cales en matériaux présentant une certaine élasticité. Le nombre de cales sera au minimum de 2 par bande d'appui. Le calage sera réalisé suivant le D.T.U. 39. Les cales auront une largeur au moins égale à l'épaisseur des vitrages augmentées de l'épaisseur d'un jeu latéral.

FIXATION

La fixation des volumes sans parcloses, comportera un contremasticage en feuillure, un bourrage sous les volumes, maintien de la vitre par chevilles ou crochets.

La fixation des volumes avec parcloses se fera à bain de mastic, avec masticage et contremasticage, y compris dépose et repose des parcloses vissées, clipsées ou clouées.

ESSAI

Un essai, conformément aux Normes, pourra être exécuté sur demande expresse de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre, frais à la charge du présent lot ainsi que les ouvrages annexes.

ECHANTILLONS

L'entreprise sera tenue de proposer des échantillons des produits pour lesquels elle s'est engagée vis-à-vis de l'Architecte.

Ces échantillons seront proposés suffisamment tôt pour permettre à ce dernier d'apporter les modifications qu'il jugera nécessaires.

REPERAGE

Les vitrages de grande section seront marqués par des éléments visuels contrastés au choix de l'architecte et à la charge de l'entreprise.

1.8 MARQUES ET SIMILITUDES

Il est bien spécifié que les références données au présent lot et comportant les indications du fabricant ne sont pas impératives. Les entrepreneurs ont la faculté de proposer des produits ou objets de qualité équivalente.

Cependant, le Maître d'Ouvrage et l'équipe de Maîtrise d'Œuvre conservent l'entière liberté d'imposer les produits spécifiés au C.C.T.P., si ceux-ci leur paraissent préférables pour quelque raison que ce soit, de qualité ou de caractéristique. Il est expressément convenu qu'une telle décision ne peut donner droit à une plus-value.

Des échantillons seront impérativement présentés au Maître d'ouvrage, s'il en fait la demande, avant toute mise en œuvre.

1.9 PRESCRIPTIONS POUR TRAVAUX

PLANS ET COTES

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur est tenu de soumettre les plans de détails de ses ouvrages à l'approbation de l'Architecte.

Toutes les cotes seront relevées sur le chantier avant tout commencement de mise en fabrication.

PRISES ET SCHELLEMENTS - RESERVATIONS

L'entrepreneur du présent lot a la charge de tous les trous, réservations, percements, prises et scellements, garnissages nécessaires à la pose de ses ouvrages.

Il pourra indiquer en temps voulu au gros-œuvre, toutes les réservations nécessaires à la pose de ses ouvrages.

Il devra la fourniture de tous éléments de fixation qui seraient à incorporer au gros-œuvre.

Il demeurera solidairement responsable avec l'entrepreneur de gros-œuvre de toutes les prises, réservations, scellements, mise en place de douilles, etc. incorporés au gros-œuvre.

TOLERANCE

La tolérance d'implantation sera de +/- 0.05 par rapport aux cotes portées sur les plans. Les tolérances de faux équerrage sont de 0.002 par mètre linéaire de cloisons.

Toutes précautions nécessaires seront prises à la pose et au calage des différents éléments, afin de leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau corrects.

CONTROLE ET VERIFICATION

Le contrôle des matériaux, comme la vérification des menuiseries s'effectueront aussi bien pour les ouvrages posés que non posés, conformément aux prescriptions du C.S.T.B.

DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra étudier les profils et sections de ses ouvrages, de façon à garantir leur bonne tenue dans le temps.

Les dimensions, le nombre et le mode de fixation des quincailleries doivent permettre de satisfaire aux essais sur les ouvrages terminés, essais prévus par les normes en vigueur.

Les fixations seront réalisées au moyen de pattes à scellement, en nombre et de force appropriés suivant les prescriptions des normes françaises en vigueur.

STOCKAGE

Les menuiseries pourront être stockées sur le chantier, dans un local à choisir en accord avec l'Architecte.

PARTICULARITE

RdC grande salle divisible : Pour permettre des effectifs de plus de 19 personnes dans l'une ou l'autre des salles, la cloison mobile devra posséder une porte battante servant de dégagement accessoire

1.10 SECURITE – COUPE-FEU

L'entreprise sera tenue de se conformer aux règlements en vigueur et aux réserves du Permis de Construire dont il doit prendre connaissance, en particulier sur la qualité et la tenue au feu de ses matériaux.

Pour les divers classements au feu demandés sur les matériaux ou les ouvrages, l'entreprise aura l'obligation de fournir des procès-verbaux du C.S.T.B.

Ces procès-verbaux seront remis pour approbation à l'Architecte et au Contrôleur Technique avant commande des blocs portes.

Cette commande ou mise en fabrication de ces blocs portes ne pourra s'effectuer qu'après accord écrit du Contrôleur Technique.

La composition ainsi que la mise en œuvre de ces matériaux ou ouvrages seront conformes à ceux décrits sur les procès-verbaux.

1.11 ORGANIGRAMME

Pour l'ensemble des serrures des portes extérieures et intérieures nécessitant une mise en combinaison, il sera établi un organigramme.

Cet organigramme sera établi et géré par l'entreprise du présent lot. Il fera l'objet de réunions spécifiques avec l'utilisateur et l'entreprise du présent lot aidé par le responsable technique de la marque de cylindre retenu.

Ces réunions aboutiront à la mise en place d'un organigramme général des cylindres à mettre en œuvre sur l'ensemble des portes intérieures et extérieures de l'opération. Cet organigramme fera clairement ressortir les types de portes concernées (ou zones spécifiques) ainsi que l'affectation des cylindres aux diverses entreprises concernées.

Les nombres de passes partiels (PP) et passes généraux (PG) ne sont pas limitatifs. Seul l'utilisateur en définira le nombre en fonction de ses propres besoins.

L'entreprise du présent lot aura donc la charge de recenser le nombre total de cylindres sur organigramme dans les différents lots, d'en assurer la commande et la répartition auprès des entreprises concernées.

Chaque cylindre sera livré avec trois clés et comportera une étiquette stipulant l'affectation de ce dernier ainsi que le lot concerné.

La mise en œuvre des cylindres incombera à chaque entreprise sur ses propres ouvrages. Le prix de fourniture des cylindres étant inclus dans chaque lot, l'entrepreneur du présent lot décidera, avant commande, de la manière à opérer :

1/ Prise en charge du coût de l'ensemble des cylindres sur organigramme et facturation à chaque entreprise concernée,

2/ Facturation à chaque entreprise par le fournisseur.

Dans les deux cas, il y aura nécessité d'un accord de toutes les entreprises concernées sur le processus à adopter.

1.12 ACCESSIBILITE

Le projet est soumis aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} aout 2006.

La nouvelle réglementation handicapée impose, entre autres, des poignées de portes à plus de 40 cm d'un angle rentrant et des dispositifs de commande des fenêtres situés entre 90 et 130 cm de hauteur.

1.13 ETANCHEITE A L'AIR

Dans le cadre du projet, la mesure de la perméabilité à l'air est obligatoire.

Des tests d'étanchéité à l'air seront réalisés sur tout ou partie des locaux en cours de chantier (avant les finitions) et à la réception.

Les essais seront réalisés conformément à la norme NF EN 13 829 et au Cahier des Charges de l'organisme certificateur.

Dans la mesure où les objectifs fixés ne seraient pas tenus, les travaux à réaliser pour rectifier les défauts constatés liés à une malfaçon seront à la charge des entreprises concernés par ces défauts.

1.14 NETTOYAGE

L'entreprise devra le nettoyage et l'évacuation des gravois provenant de la mise en œuvre de ses ouvrages. Il en sera de même pour tous les emballages provenant des ouvrages mis en œuvre sur le chantier ; ces derniers seront immédiatement chargés et évacués par l'entreprise concernée.

Ce nettoyage sera réalisé à l'avancement des travaux, par zones, niveaux ou locaux selon le cas, ou sur simple demande du Maître d'Œuvre.

L'entreprise devant la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, elle s'assurera de leur parfait état de propreté pour la réception des ouvrages. Le cas échéant, elle en assurera le nettoyage final.

En cas de non-respect de cette clause de nettoyage, le Maître d'Œuvre a la possibilité, aux frais de l'entreprise défaillante, de commander ce nettoyage auprès d'une entreprise spécialisée, dans les délais qui lui seront imposés.

LOT 7- MENUISERIE INTERIEURE

1.1. BLOCS-PORTES INTERIEURS

Fourniture et pose de blocs-portes aux dimensions suivant plans :

Bloc porte

Fourniture et pose de porte intérieure à Isoplane âme pleine 93/204 ou 83/204 ou 73/204 - 22 dB

- Huisserie en bois sapin à panneaux
- Vantail : âme pleine, chants droits, 40mm
- Finition : isoplane à peindre
- Couvre joint de finitions périphériques.
- Ferrage par paumelles inox (nombre et dimensions suivant nature de la porte).
- Serrure à pêne dormant ½ tour pour les chambres.
- Bec de cane à condamnation et décondamnation pour les WC, salles de bains et salles d'eau..
- Butée de sol en inox sertie de caoutchouc, fixation murale.
- Les bois utilisés doivent présenter une durabilité naturelle ou conférée au moyen de produits biocides certifiés CTB-P+ en fonction de la classe d'emploi.

Compris toutes sujétions de pose et réglages des portes pour une parfaite finition.

Caractéristiques :

- Type d'ouverture : Bloc-porte OF ouvrant à la française
- Hauteur de la porte (en cm) 204
- Largeur de la porte (en cm) 73, 83 ou 93 suivant plan
- Type de chant A rive droite
- Structure de la porte Ame pleine
- Type de bois Bois massif
- Catégorie de porte Isoplane
- Matière de l'habrisserie Bois
- Modèle de la porte Plein
- Joint d'isolation sur habrisserie Oui
- Nombre de charnières 3
- Certification bois PEFC
- Pays de fabrication France
- Serrure encastrable à clé pour porte intérieure, pêne dormant seul, axe 40mm
- Manoeuvre : Béquilles 2 cotés
 - o Butée de porte : OUI ; type 4126 de chez ASSA ABLOY ou équivalent
 - o Seuils de transition : NON

Comprend couvre-joints du même matériau et de même finition que le vantail, les charnières, les ferrures d'attache, de fermeture et la béquille sur plaque inox brossé, couleur au choix de l'architecte.

Localisation :

Bloc porte intérieur

1.2. BLOCS-PORTES TECHNIQUES

Fourniture et pose de blocs-portes aux dimensions suivant plans :

Bloc porte

Fourniture et pose de porte intérieure à Isoplane âme pleine 60/204 - 38 dB

- Huisserie en bois sapin à panneaux
- Vantail : âme pleine, chants droits, 40mm
- Finition : isoplane à peindre
- Couvre joint de finitions périphériques.
- Ferrage par paumelles inox (nombre et dimensions suivant nature de la porte).
- Serrure à pêne dormant ½ tour pour les chambres.
- - Les bois utilisés doivent présenter une durabilité naturelle ou conférée au moyen de produits biocides certifiés CTB-P+ en fonction de la classe d'emploi.

Compris toutes sujétions de pose et réglages des portes pour une parfaite finition.

Caractéristiques :

- Type d'ouverture : Bloc-porte OF ouvrant à la française
- Hauteur de la porte (en cm) 204
- Largeur de la porte (en cm) 63 suivant plan
- Type de chant A rive droite
- Structure de la porte Ame pleine
- Type de bois Bois massif
- Catégorie de porte Isoplane
- Matière de l'habrisserie Bois
- Modèle de la porte Plein
- Joint d'isolation sur habrisserie Oui
- Isolation acoustique : 38 dB
- Nombre de charnières 3
- Certification bois PEFC
- Pays de fabrication France
- Serrure encastrable à clé pour porte intérieure, pêne dormant seul, axe 40mm

Comprend couvre-joints du même matériau et de même finition que le vantail, les charnières, les ferrures d'attache, de fermeture et la béquille sur plaque inox brossé, couleur au choix de l'architecte.

Localisation :

Bloc porte des gaines pour chauffe-eau

1.3. BLOC PORTE LOCAL POUBELLE ET LOCAL TECHNIQUE EI 30

Fourniture et pose de blocs-portes aux dimensions suivant plans :

Fourniture et pose d'un bloc-porte technique en bois pour local poubelle, conforme aux exigences de résistance mécanique, d'hygiène et de sécurité incendie.

- Huisserie : bois dur (hêtre, chêne, ou bois exotique type movingui) ou bois lamellé-collé, classe d'emploi 4, traité fongicide/insecticide, certification CTB-P+.

- Vantail : âme pleine renforcée (type panneaux de particules hydrofuges haute densité) d'épaisseur 40 à 45 mm, chants droits.
- Finition : revêtement stratifié haute pression (HPL) ou peinture polyuréthane multicouche lavable et résistante aux produits d'entretien.
- Couvre-joints : en bois dur ou métallique, périphériques.
- Ferrage : paumelles inox renforcées (3 pièces minimum).
- Quincaillerie :
- Serrure à mortaiser, pêne dormant à clé, cylindre européen.
- Béquilles et plaques en inox.
- Ressort de rappel ou ferme-porte intégré pour fermeture automatique, mais pouvant s'ouvrir sous l'effet d'une faible pression. L'effort nécessaire pour manœuvrer la porte doit être inférieur à 50 newtons.
- Ventilation : grilles d'aération basse et haute en inox ou aluminium (section libre conforme aux prescriptions hygiène – env. 150 cm² chacune).
- Seuil : barre de seuil inox ou seuil tombant avec bavette caoutchouc, suivant les besoins d'étanchéité.
- Butée de porte : inox sertie de caoutchouc, fixation murale.
- Durabilité : bois et finitions adaptés aux nettoyages fréquents et aux projections d'eau (produits biocides certifiés CTB-P+).
- Sécurité incendie : Bloc-porte classe EI30 minimum (résistance au feu 30 min) si exigé par règlement de sécurité du bâtiment.
- Pose : Compris toutes sujétions de pose et réglages des portes pour une parfaite finition.

Caractéristiques

- Type d'ouverture : Bloc-porte ouvrant à la française
- Dimensions : hauteur 204 cm – 93-60 cm (local poubelle) et 93 cm (local technique)
- Type de chant : à rive droite
- Structure du vantail : âme pleine hydrofuge renforcée
- Type de bois : bois dur traité (classe 4)
- Catégorie : bloc-porte technique / local poubelle
- Matière de l'hubriserie : bois dur
- Joint d'isolation : joint périphérique résistant aux produits chimiques
- Nombre de charnières : 3 paumelles inox renforcées
- Certification bois : PEFC + CTB-P+

Accessoires : grilles de ventilation, ferme-porte, serrure à cylindre européen, béquilles inox.

Comprend couvre-joints du même matériau et de même finition que le vantail, les charnières, les ferrures d'attache, de fermeture et la béquille sur plaque inox brossé, couleur au choix de l'architecte.

1.4. TABLETTES D'APPUIS

Fourniture et pose de tablette bois devant menuiserie extérieurs.

Ouvrage comprenant :

- Tablette en bois massifs d'essence similaire aux menuiseries, épaisseur : 20 mm, profondeur indicative : 200mm
- Finition : prêt à vernir,
- Cornières de fixation contre voiles ou doublage (compris renforts intermédiaires si nécessaire),
- Coupes, découpes, chutes et tabletage,
- Arête adoucie, rayon selon détail d'architecte,
- Toutes sujétions de fixations et de bonne mise en œuvre.

Localisation :

selon plans et détails

1.5. PLACARDS DES LOGEMENTS

Fourniture et mise en oeuvre de placards comprenant :

- Portes en médium de 30 mm à peindre, bords adoucis, affleurantes aux parois adjacentes
- Serrure à barillet batteuses en moule zingué, déverrouillage à clé des Etablissements VACHETTE ou équivalent.
- Charnière invisible encastrées en nombre suffisant, avec système de réglage en 3 dimensions, type NEO FORMAT L-7 avec système "Easy hook" des Etablissements ARGENTA ou équivalent
- Fixation des parties fixes par vis en acier inoxydable avec cuvette aluminium.
- Verrou haut et bas insérer dans le montant du semi fixe dans le cas de porte à 2 vantaux

Aménagement intérieur des placards :

Fourniture et mise en œuvre d'aménagement intérieur adapté à chaque configuration de placard.

Fabrication sur mesure.

- Une section de 40cmx200 avec 4 étagères, une porte.
- Une section de 70cmx200cm, avec une porte et deux niveaux de penderies, y compris tringle :
 - o Premier niveau de penderie : 90 cm
 - o Deuxième niveau de penderie : 180 cm
- Deux portes en MDF dans la partie supérieure.
- Un coffre démontable cache nourrice de chauffage (1 par logement)

Localisation :

Tous les placards suivant plan

1.6. PORTE GAINÉ GTL

Fourniture et mise en oeuvre de portes en médium de 30 mm à peindre, bords adoucis, affleurantes aux parois adjacentes pour gaine électrique GTL

- Charnière invisible encastrées en nombre suffisant, avec système de réglage en 3 dimensions, type NEO FORMAT L-7 avec système "Easy hook" des Etablissements ARGENTA ou équivalent
- Fixation des parties fixes par vis en acier inoxydable avec cuvette aluminium.

Localisation :

Tous les placards GTL suivant plan

1.7. PLACARDS SECHOIR LINGE

Réalisation de placard extérieur dédié au séchage du linge, comprenant porte ventilée et dispositif d'étendage.

Description :

Structure : Caisson ou niche intégrée en façade (dimensions selon plans), ossature bois, traitée pour l'extérieur, y compris fixations et ancrages.

Fermeture : Porte battante, avec panneaux à jalousies (ou persiennes) assurant la ventilation naturelle de l'espace.

Équipement : Fourniture et pose d'un étendoir à linge escamotable, permettant un usage pratique et sécurisé.

Finitions : Protection anticorrosion (thermolaquage ou galvanisation des parties métalliques), peinture ou lasure des éléments bois si nécessaire.

Mise en œuvre : Pose soignée, réglages, raccords étanches avec la façade, conformément aux plans et aux prescriptions du maître d'œuvre.

Inclus toutes sujétions de fixation, étanchéité, nettoyage et protection de chantier.

1.8. PLINTHES BOIS

Fourniture et mise en oeuvre de plinthes MDF parements poncés prépeinte et prêts à peindre

Caractéristiques

- Epaisseur : 10 mm
- Hauteur : 100 mm
- Chants : droit
- Nature : MDF
- Toutes faces parfaitement rabotées.
- Coupe d'anglet dans les angles

Localisation :

En pourtour de l'ensembles des parois intérieures

1.9. PORTES DES GAINES TECHNIQUES COMMUNES

Ensemble menuisé, hauteur 2,10 m avec traverse feuillurée pour recevoir les cloisons perpendiculaires.

- cadre dormant en bois dur à peindre comportant montants et traverses hautes et basse a feuillures en périphérie des portes, assemblages rigides à tenons et mortaises sur seuil de 10 cm exécuté par le présent lot
- porte à âme pleine iso plane 2 faces isogil pré peintes, hauteur 2 m
- ferrage par 4 paumelles invisibles à déportement de 110 mm par vantail
- serrure en applique type batteuse agréé par les services concédés rosace laiton
- entrée de clé type BRICARD
- verrous à aiguille haut et bas encastrés sur l'un des vantaux des ensembles à deux vantaux
- couvre-joints périphériques 40 X 5 mm à angle vif

Degré coupe-feu 1/2 h à justifier par PV pour l'ensemble des portes.

Pose (y compris les dormants) par l'entrepreneur du présent lot.

Composition de chaque ensemble en étage (séparation intérieure CF 1/4 h mini), épaisseur 6 cm suivant localisation et exigences services concédés :

- gaine France Télécom
- gaine eau
- gaine S.G / Electricité

Les largeurs de portes seront prévus en fonction des dimensions des gaines. La dimension des ensembles sera fonction des parois sur lesquelles ils sont prévus

Localisation :

Gaine technique RDC et R+2

1.10. TRAPPES DE VISITE

Fourniture et pose de trappe de visite :

- Cadre dormant en bois dur à peindre et couvre-joint.
- Vantail de type iso-plane plein.
- CF/PF suivant localisation et réglementation avec 10 cm de laine de verre rigide contrecollée sur la face interne du vantail.
- Type MALERBA à emboîtement avec verrou à batteuse (pas de fixation par vis à cuvette).
- Dimensions minimales : 0,50 X 0,40 m hors tout et suivant localisation.

- Les trappes auront un indice d'affaiblissement acoustique identique aux parois dans lesquelles elles sont situées.

Localisation :

Une trappe par gaine technique, par local technique, appartements, à tous les niveaux.

1.11. MEUBLE DE CUISINE

Fourniture et mise en œuvre de mobiliers et équipements spécifiques et sur mesure pour l'agencement de la cuisine

Les plans de travail maçonné seront réalisés par le lot maçonnerie

La prestation comprend :

- Mise en place d'une tablette intermédiaire entre les jambages des plans de travail maçonné
- Meuble haut 80 cm avec portes
- La fourniture et la pose d'équipements : plaques de cuisson et de hottes à recyclage
- Emplacement frigo :
 - . Typologies T1: partie base, emplacement 60 cm pour petit frigo sous plan de travail. Partie basse, tablette intermédiaire entre les jambages, partie haute, meuble haut.
 - . Typologies T2 : emplacement 60 cm réservé pour réfrigérateur conventionnelle.
- Espace restant du plan de travail : Partie basse, tablette intermédiaire entre les jambages, partie haute, meuble haut.
- . Typologies T3 : emplacement 60 cm réservé pour réfrigérateur conventionnelle.
- Espace restant du plan de travail : Partie basse, tablette intermédiaire entre les jambages, partie haute, meuble haut.

Mobilier constitué de

- Meubles hauts dans l'ensemble de l'espace cuisine. Caissons en bois préassemblés en usine.
- o Structure de tasseaux 45x45mm
- o Assises en bois massif de 27mm
- o Tablettes hautes en L en bois massif de 22mm

Pour ces ensembles menuisés :

- Panneaux en bois massif (essences FSC à proposer pour validation)
- Traitement de surface par vernis transparent neutre, satiné lessivable, très bonne tenue aux UV. Sans odeur, sans solvant, sans émissions nocive, exempte d'amiante, de formaldéhyde et de métaux lourds.
- Piétements et fixations adaptés à la hauteur du meuble et au support
- Quincaillerie d'assemblage chromée (équerres, pattes, charnières, paumelles, ..)
- Quincaillerie de fonctionnement chromées (coulisses, compas, crémaillères, poignées, ..)

Equipements :

- . Plaques de cuisson :
 - Typologies T1 : plaque vitrocéramique à 2 feux type BOSCH ou équivalent
 - Typologies T2 et T3 : plaque vitrocéramiques à 4 feux type Siemens ou équivalent
- . Hotte à filtre : poser au droit des plaques de cuisson type Hotte tiroir Thomson THT 61 IX INOX

Poubelles à tri sélectif :

- Fourniture et Installation d'un dispositif de tri dans le meuble permettant le tri sélectif (par exemple : poubelles à tri sélectif et tri des déchets organiques) – Modèle à valider par le Maître d'Ouvrage

- Mise à disposition des usagers d'un guide de sensibilisation au tri des déchets intégrant les instructions de tri des déchets organiques.

Compris dessins, prise de côtes, traitements en atelier

1.12. ESCALIER INTÉRIEUR QUART-TOURNANT

Objet :

Fourniture et pose d'escaliers intérieurs desservant un niveau, de type quart-tournant, 15 marches.

Description :

Structure porteuse : Escalier sur limons latéraux ou central, en bois massif (pins, sapin ou équivalent) issu de forêts certifiées PEFC, finition vernie en atelier.

Marches et contremarches : Bois massif assorti, 15 marches dont palier intermédiaire quart-tournant intégré, épaisseur et assemblage conformes aux normes en vigueur.

Garde-corps et main courante : Garde-corps en bois selon plans, avec main courante ergonomique continue.

Fixations et scellements : Compris ancrages dans les planchers, platines et accessoires pour une parfaite stabilité.

Finitions : Ponçage, teinte et vernis en atelier, retouches après pose.

Travaux réalisés conformément aux DTU 36.3 (mise en œuvre des escaliers) et aux normes de sécurité (NF P01-012 et P01-013).

Localisation : T2 en R+3

1.13. PARE-DOUCHE :

Fourniture et pose de pare-douche en verre sécurisé pivotant :

- hauteur 2,00 m
- largeur 0,80 m
- fixation murale en acier inoxydable
- verre feuilleté et sablé

Localisation :

Un pare-douche par salle de bains et par logement.

1.14. TRINGLE A RIDEAU

Fourniture et pose de tringles à rideau : Dans la salle de bain, poser une barre de rideau en métal accrochée au mur

1.15. MIROIR ET TABLETTE

Fourniture et pose miroir et tablette : Poser un miroir dans la SDB, ainsi qu'une tablette métallique en dessous.

1.16. BAC DE COMPOST COLLECTIF

Fourniture et mise en place d'un bac de compost collectif destiné aux biodéchets des occupants de l'immeuble. Le matériel devra répondre aux exigences de robustesse, d'hygiène et de facilité d'entretien.

Type de bac : Bac de compostage collectif extérieur, de conception robuste, prévu pour une utilisation résidentielle.

Capacité utile : 600 L

Mise en place dans le jardin : y compris Préparation du support : terrassement, nivellement, mise en place d'un lit drainant en concassé 20/40 ou stabilisé (ép. 5 à 10 cm).

Respect environnemental : Matériaux certifiés PEFC/FSC, traitement bois sans sels de métaux lourds, conforme aux normes de compostage domestique.

Normes : NF U44-051 (compostage), recommandations ADEME pour compostage partagé.

Prestation comprise

Fourniture, livraison, déchargement, assemblage, pose, réglages, et toutes sujétions nécessaires au parfait achèvement (y compris remise des notices d'entretien et guide d'usage pour les habitants).